



**SÉANCE du CONSEIL MUNICIPAL  
DU VENDREDI 20 NOVEMBRE**

**EXTRAIT DU REGISTRE DES DÉLIBÉRATIONS**

Le Conseil municipal, légalement convoqué en séance ordinaire le Samedi 14 Novembre, s'est réuni le Vendredi 20 Novembre 2020 à l'espace Avel-Dro sous la Présidence de M. Gilles KEREZEON, Maire.

**Étaient présents :**

PRÉNOM	NOM	PRÉSENTS	ABSENTS	AVAIT DONNE PROCURATION A	HEURE ARRIVÉE	HEURE DÉPART
Gilles	KEREZEON	X				
Marie-Thérèse	DUFOUR		X	MOURRAIN Karine		
Paul	CORNEC	X				
Françoise	SALIOU	X				
Jean-Claude	MARLE	X				
Karine	MOURRAIN	X				
Philippe	LUCAS	X				
Jean-Pierre	PLOUHINEC	X				
Michèle	LE GOFF	X				
Serge	LE GOUIL		X	SALIOU Françoise		
Dominique	GUILLOU		X	CORNEC Paul		
Anne Marie	LE FLOCH	X				
Marc	LE BLOND	X				
Audrey	MONFORT	X				
Anthony	LE MEN	X				
Laurence	CARRE	X				
Maëva	HECQUET		X	KEREZEON Gilles		
Jean-Bernard	YANNIC	X				
Gérard	MOURRAIN	X				
Marie-Christine	CAMENEN	X				
Brigitte	BREMAUD	X				
François	VIEL	X				
Bernard	LE QUERE	X				

**Nombre de conseillers :**

- en exercice : 23
- présents : 19
- votants : 23

Secrétaire de séance : Audrey MONFORT  
Secrétaire auxiliaire de séance : Stéphane CUEFF

## 01) Appel, Élection du secrétaire de séance, modification de l'ordre du jour.

DCM 2020-7-01

[5.2]

### Rapporteur : Monsieur le Maire

Après avoir procédé à l'appel, en application de l'article L. 2121-15 du Code Général des Collectivités Territoriales, Monsieur le Maire s'enquiert de la désignation d'un(e) secrétaire de séance.

Mme Audrey MONFORT propose sa candidature comme secrétaire.

### **Le Conseil municipal, après avoir entendu l'exposé du Maire et en avoir délibéré, à l'unanimité :**

- **Approuve** le vote à main levée en vue de l'élection du secrétaire de séance.
- **Élit** Mme Audrey MONFORT comme secrétaire de séance.
- **Dit** que M. Stéphane CUEFF est désigné comme secrétaire auxiliaire

Par ailleurs, Monsieur le Maire indique **qu'il y a lieu de modifier l'ordre du jour.**

En effet, le Maire indique que sur la question du PLUi (n°11), les délais de votes sont **reportés** par la loi n° 2020-1379 du 14 novembre 2020 autorisant la prorogation de l'état d'urgence sanitaire et portant diverses mesures de gestion de la crise sanitaire.

Pour les communautés de communes et les communautés d'agglomération qui n'ont pas la compétence en matière de PLUi, la loi organise le transfert automatique de cette compétence après le renouvellement général des conseils municipaux et communautaires. Ce transfert était prévu le 1<sup>er</sup> janvier 2021, il est désormais reporté au 1<sup>er</sup> juillet 2021.

La loi prévoyait aussi une période durant laquelle un droit d'opposition au transfert du PLUi pourra être exercé par les communes membres. Cette période initialement prévue du 1<sup>er</sup> octobre au 31 décembre 2020 a été revue par la loi n°2020-1379 autorisant la prorogation de l'état d'urgence sanitaire.

Les communes pourront dans les trois mois précédant le 1<sup>er</sup> juillet 2021, soit du 1<sup>er</sup> avril 2021 au 30 juin 2021, s'opposer au transfert grâce à l'activation d'une minorité de blocage (si au moins 25 % des communes représentant au moins 20 % de la population s'y opposent, ou l'inverse). Hors de ce champ, les délibérations seront sans effet. Il n'y a donc plus lieu de délibérer sur le sujet. La question est retirée de l'ordre du jour.

Elle est remplacée par celle (ex n° 15) relative au **Changement du titulaire de la licence d'organisateur de spectacle.**  
**Le Conseil municipal, après avoir entendu l'exposé du Maire et en avoir délibéré, à l'unanimité :**

- **Approuve** cette modification de l'ordre du jour

## 02) Instauration du huis clos

DCM 2020-7-00

### Rapporteur : Monsieur le Maire

Monsieur Le Maire rappelle que l'article L.2121-18 du CGCT prévoit que le conseil municipal peut siéger à huis clos si une demande est formulée en ce sens par le maire ou par trois conseillers municipaux. Le conseil municipal statue sur cette proposition sans débat à la majorité des membres présents ou représentés.

En raison de la situation sanitaire exceptionnelle et des règles relatives au regroupement de personnes, en application des mesures nationales et locales, il est proposé que le conseil délibère à huis clos.

Considérant que le conseil municipal doit également impérativement se prononcer par un vote public sur le huis clos, le maire ne peut donc pas décréter le huis clos seul.

**Le Conseil municipal, après avoir entendu l'exposé du Maire et en avoir délibéré, à l'unanimité :**

- **Approuve** le huis clos de la séance

### **03) Minute de Silence à la Mémoire de M. Samuel PATY / Motion du Conseil Municipal**

**DCM 2020-7-00**

#### **Rapporteur : Monsieur le Maire**

Monsieur le Maire expose que le crime innommable, l'assassinat du professeur Samuel PATY, a touché, et blesse encore le cœur de nos êtres, comme celui de nos valeurs républicaines communes.

Liberté, égalité, fraternité, laïcité, sont les valeurs emblématiques de notre République, sans lesquelles nous sombrerions dans la violence, et l'obscurantisme !

Il propose de donner la parole à Mme Brigitte BREMAUD, puis d'observer ensuite une minute de silence à la mémoire de M. Samuel Patty, et d'avoir également une pensée pour ses proches

Mme Brigitte BREMAUD, elle-même professeur d'Histoire Géographie au collège Henri LE MOAL de Plozévet fait lecture de son texte.

Le Maire invite à l'issue, de rendre également un hommage à l'ensemble de la communauté éducative pour l'ouverture d'esprit qu'elle nous partage au quotidien, et témoigner du moment par le vote d'une motion, qui sera ainsi retranscrite au registre des délibérations du Conseil municipal, document intemporel.

**Le Conseil municipal, après avoir entendu l'exposé du Maire et l'intervention de Mme BREMAUD, après avoir observé une minute de silence puis en avoir délibéré, à l'unanimité :**

- **Condamne** sans retenue et avec la plus grande fermeté l'assassinat du professeur Samuel PATY.
- **Soutient** l'ensemble de la communauté éducative, particulièrement pour son travail d'éveil des consciences de nos enfants, face aux fanatismes de toute nature, et la violence qu'elle porte en leurs seins.
- **Dit** que ce témoignage sera inscrit dans le registre des délibérations de la commune.

### **04) Approbation du procès-verbal du conseil municipal du 9 octobre 2020 (PJ annexe A)**

**DCM 2020-7-02**

**[5.2]**

#### **Rapporteur : Monsieur le Maire**

Monsieur Le Maire propose d'approuver le procès-verbal des débats du précédent conseil municipal.

Vu le Code Général des Collectivités Territoriales et notamment ses articles L.2121-23 et R.2121-9,

**Le Conseil municipal, après avoir entendu l'exposé du rapporteur et en avoir délibéré, à l'unanimité :**

- **Approuve** avec remarque le procès-verbal de la séance du 9 Octobre 2020

## 05) Approbation du règlement intérieur du conseil municipal (PJ Annexe B)

DCM 2020-7-03

[5.2]

### Rapporteur : Mme Françoise SALIOU, Adjointe à l'enfance et aux affaires scolaires

Le rapporteur expose que l'article L 2121-8 du Code général des collectivités territoriales prévoit que l'assemblée délibérante établit son règlement intérieur dans les six mois de son installation.

Cette formalité est imposée par la loi. Le contenu du règlement intérieur est fixé librement par le conseil municipal qui peut ainsi se doter de règles propres visant à faciliter son fonctionnement et à améliorer la qualité de ses travaux.

A cette fin, un groupe de travail, associant des membres de la majorité et de la minorité, s'est réuni et a finalisé proposition jointe.

Le rapporteur présente au Conseil municipal les principales dispositions contenues dans le projet du règlement, qui retrace les modalités de fonctionnement du Conseil mais également les moyens mis à disposition des élus municipaux.

**Le Conseil municipal, après avoir entendu l'exposé du rapporteur et en avoir délibéré, à l'unanimité :**

- **Approuve** le règlement intérieur (annexé) du conseil municipal de la commune.

## 06) Délégation au Maire. Précision et complément des délibérations des 26 mai et 9 octobre 2020

DCM 2020-7-04

[5.2]

### Rapporteur : Mme Karine MOURRAIN, 5<sup>ème</sup> Adjointe

Le rapporteur expose que par délibération du 26 mai 2020 (DCM 2020-3-01) et du 9 octobre 2020 (DCM 2020-6-09), le conseil municipal a été invité à valider et délibérer sur les délégations consenties au Maire pour assurer le bon fonctionnement de la commune, et sans solliciter en toute occasion l'accord du conseil municipal. Il est rappelé que le Maire rend compte à chaque séance de l'usage qu'il a fait des délégations qui lui ont été consenties.

Il paraît néanmoins utile d'apporter certaines précisions, ou compléments sur **les objets suivants (souligné gras)**, les autres dispositions ne sont pas modifiées. Sous réserve de l'approbation du conseil municipal, les délégations au Maire seront les suivantes :

**1° D'arrêter et modifier l'affectation des propriétés communales utilisées par les services publics municipaux ;**

**2° De fixer, dans la limite de 1 000 €, les tarifs des droits de voirie, de stationnement, de dépôt temporaire sur les voies et autres lieux publics et, d'une manière générale, des droits prévus au profit de la commune qui n'ont pas un caractère fiscal ;**

**3° De procéder, dans les limites fixées par le conseil municipal (300 000 €, 10 ans maximum, taux fixe inférieur à 5 %), à la réalisation des emprunts destinés au financement des investissements prévus par le budget, et aux opérations financières utiles à la gestion des emprunts, y compris les opérations de couvertures des risques de taux et de change ainsi que de prendre les décisions mentionnées au III de l'article L. 1618-2 et au a) de l'article L. 2221-5-1, sous réserve des dispositions de ce même article, et de passer à cet effet les actes nécessaires ;**

**4° De prendre toute décision concernant la préparation, la passation, l'exécution et le règlement des marchés et des accords-cadres ainsi que toute décision concernant leurs avenants, lorsque les crédits sont inscrits au budget et dans la limite du seuil fixé au code de la commande publique pour marchés pouvant être passés sans publicité ni mise en concurrence (Article L. 2122-1)**



5° De décider de la conclusion et de la révision du louage de choses pour une durée n'excédant pas douze ans ;

6° De passer les contrats d'assurance ainsi que d'accepter les indemnités de sinistre y afférentes ;

7° De créer les régies comptables nécessaires au fonctionnement des services municipaux ;

8° De prononcer la délivrance et la reprise des concessions dans les cimetières ;

9° D'accepter les dons et legs qui ne sont grevés ni de conditions ni de charges ;

**10° De décider l'aliénation de gré à gré de biens mobiliers jusqu'à 4 600 euros ;**

**11° De fixer les rémunérations et de régler les frais et honoraires des avocats, notaires, huissiers de justice et experts ;**

**12° De fixer, dans les limites de l'estimation des services fiscaux (domaines), le montant des offres de la commune à notifier aux expropriés et de répondre à leurs demandes ;**

**13° De décider de la création de classes dans les établissements d'enseignement ;**

14° De fixer les reprises d'alignement en application d'un document d'urbanisme ;

15° D'exercer, au nom de la commune, les droits de préemption définis par le code de l'urbanisme, que la commune en soit titulaire ou délégataire. A ce titre, le Maire est autorisé à exercer, le droit de préemption urbain visé aux articles L.211-1 et suivants du code de l'urbanisme, également dans l'hypothèse d'une procédure d'adjudication (article R.213-15 du code de l'urbanisme).

Le Maire est également autorisé à exercer le droit de préemption dans les zones d'aménagement différé et les périmètres provisoires définis aux articles L.212-1 et suivants.

Le Maire est également autorisé à déléguer l'exercice des droits de préemption dont la commune est titulaire à l'Etat, à une collectivité locale, à un établissement public y ayant vocation ou au concessionnaire d'une opération d'aménagement, à l'occasion de toute aliénation d'un bien selon les dispositions prévues au premier alinéa L.213-3 du code de l'urbanisme.

De même, le Maire est autorisé à se substituer au Département, au Conservatoire de l'espace littoral et des rivages lacustres ainsi qu'à l'établissement public chargé du parc national ou du parc naturel régional dans l'exercice du droit de préemption visé aux articles L.215-1 et suivants du code de l'urbanisme à l'intérieur des espaces naturels sensibles définis aux articles L.113-8 et suivants du même code et dans les parcs nationaux ou parcs naturels régionaux, lorsque le Département, le Conservatoire du littoral ou l'établissement public chargé du parc national ou du parc naturel régional ont renoncé à exercer leur droit de préemption ou ne sont pas compétents.

16° Le Maire est chargé pour toute la durée du mandat, d'intenter au nom de la commune les actions en justice (y compris les constitutions de partie civile) ou de défendre la commune dans les actions intentées contre elle, pour tout contentieux intéressant la commune et devant toute juridiction, française, européenne, internationale ou étrangère, et tout degré de juridiction Le maire peut transiger avec les tiers dans la limite de 1 000 euros.

**17° De régler les conséquences dommageables des accidents dans lesquels sont impliqués des véhicules municipaux dans la limite fixée de 50 000 €**

18° De donner, en application de l'article L. 324-1 du code de l'urbanisme, l'avis de la commune préalablement aux opérations menées par un établissement public foncier local ;

**19° De signer la convention prévue par le quatrième alinéa de l'article L. 311-4 du code de l'urbanisme précisant les conditions dans lesquelles un constructeur participe au coût d'équipement d'une zone d'aménagement concerté et de signer la convention prévue par le troisième alinéa de l'article L. 332-11-2 du même code précisant les conditions dans lesquelles un propriétaire peut verser la participation pour voirie et réseaux ;**

20° De réaliser les lignes de trésorerie sur la base d'un montant maximum autorisé par le conseil municipal (100 000 € en totalité par année budgétaire) ;

21° D'exercer, au nom de la commune, le droit de préemption défini par l'article L. 214-1 du même code ;

22° D'exercer au nom de la commune le droit de priorité défini aux articles L. 240-1 à L. 240-3 du code de l'urbanisme ;

23° De prendre les décisions mentionnées aux articles L. 523-4 et L. 523-5 du code du patrimoine relatives à la réalisation de diagnostics d'archéologie préventive prescrits pour les opérations d'aménagement ou de travaux sur le territoire de la commune.

24° D'autoriser, au nom de la commune, le renouvellement de l'adhésion aux associations dont elle est membre.

25° - Sans objet.

26° De demander à tout organisme, pour tous les projets de fonctionnement ou d'investissement de la commune, quel qu'en soit le montant, à toutes les échelles décentralisées des collectivités locales, ou déconcentrés de l'État, comme auprès des instances européennes ou encore auprès des organismes gestionnaires publics (Établissement public, GIP, ...), privés dont ceux associatifs, de toutes politiques sectorielles (CAF, ADEME, ...) les subventions possibles, y compris dans le cadre d'appel à projet.

27° De procéder, dans la limite de 500 m<sup>2</sup> de SHON (surface hors œuvre nette), au dépôt des demandes d'autorisations d'urbanisme relatives à la démolition, à la transformation ou à l'édification des biens municipaux

28° D'exercer, au nom de la commune, le droit prévu au I de l'article 10 de la loi n° 75- 1351 du 31 décembre 1975 relative à la protection des occupants de locaux à usage d'habitation

29° D'ouvrir et d'organiser la participation du public par voie électronique prévue au I de l'article L. 123-19 du code de l'environnement.

Les délégations consenties en application du 3° du présent article prennent fin dès l'ouverture de la campagne électorale pour le renouvellement du conseil municipal.

En cas d'empêchement du Maire, les subdélégations que ce dernier aura consenties aux adjoints et conseillers municipaux ne sont pas rapportées.

**Le Conseil municipal, après avoir entendu l'exposé du rapporteur et en avoir délibéré, :**

18 pour, 5 abstentions – Jean-Bernard Yannic, Gérard Mourrain, Marie-Christine Camenen, Brigitte Brémaud, Bernard Le Quéré

- **Approuve** les délégations accordées au Maire telles qu'énoncées ci-dessus.

## **07) Décision modificative N1 Budget principal**

**DCM 2020-7-05**

**[7.1]**

**Rapporteur : Mme Karine MOURRAIN, 5 eme adjointe.**

Le rapporteur expose que le budget principal doit faire l'objet de deux modifications mineures du fait de décisions précédentes approuvées en conseil municipal.

Il s'agit d'une part de permettre sur l'exercice budgétaire 2020 le remboursement trimestriel (en capital et intérêt) de l'emprunt approuvé par délibération (DCM 2020-2-10) du conseil municipal du 9 mars 2020.

Cet emprunt (au taux très favorable de 0,61%) à une échéance trimestrielle et non annuelle comme envisagé initialement.

Il est nécessaire d'autre part de modifier les crédits du chapitre 65 (article 6531) incluant les indemnités des élus du fait :

- d'une revalorisation de ces indemnités au titre de la Loi « engagement et proximité » du 19 décembre 2019
- d'une augmentation du nombre d'élus indemnisés (un adjoint et un conseiller délégué supplémentaire)

L'augmentation nécessaire des crédits est de 2 500 € soit 4,23 % de l'article.

Ces hausses de charge sont compensées en investissement par une baisse des crédits prévus sur les divers programmes de travaux communaux du fait de leur décalage.

En fonctionnement par une hausse significative des produits de gestion courante (multiplié par 4,5)

Fonctionnement	Chap	Art	
Dépenses	65 Autres charges de gestion courante	6531 Indemnités	+2 500,00 €
	66 Charges financières	66111 Intérêt réglés à échéances	+2 700,00 €
Recettes	75 Autre produit de gestion courante	7548 Produits divers de gestion courante	+5 200,00 €
Investissement	Chap	Art	
Dépenses	16 emprunts et dettes assimilées	1641 Emprunts en unités monétaires de la zone Euro	+18 750,00 €
	21 Immobilisations corporelles	2135 Installations générales, agencement, aménagement, ...	-18 750,00 €

**Le Conseil municipal, après avoir entendu l'exposé du rapporteur et en avoir délibéré,**

18 pour, 5 abstentions – Jean-Bernard Yannic, Gérard Mourrain, Marie-Christine Camenen, Brigitte Brémaud, Bernard Le Quéré

- **Approuve** la décision modificative exposées ci-dessus.

#### **08) Subventions école publique Georges LE BAIL**

**DCM 2020-7-06**

[7.10]

**Rapporteur : Mme Françoise SALIOU , Adjointe à l'enfance et aux affaires scolaires**

Le rapporteur indique que la convention triennale fixant le cadre des subventions aux dépenses pédagogiques de l'école publique est arrivée à terme en juin 2020.

Il est proposé au conseil municipal de le reconduire dans les mêmes conditions de délai **et de montant** malgré une

baisse des effectifs scolaires.

Considérant les incertitudes relatives à la période sanitaire, il est proposé de reporter les sommes non engagées en année N, dans la limite de 50 % en N+1, et sans nouvelle délibération de confier au Maire le soin de réordonner cette dépense.

Il est ainsi proposé de participer aux dépenses pédagogiques de l'école publique, d'accorder une subvention pour une période triennale. Pour la période 2020/2021 à 2023/2024, il est proposé (après correction du calcul) un montant tri annuel de 19 162 € (Annuelle de 6 387,33 €) pour les 176 enfants, conformément au tableau ci-après :

Ecole Georges Le Bail			
	Elèves	Versement /An	Versement Total
Nb d'enfants	176		
Subvention triennale	13 528,00 €	4 509,33 €	13 528,00 €
Noël	(mat + CP : 71)	1 878,00 €	5 634,00 €
Total		6 387,33 €	19 162,00 €

Concernant l'utilisation de la salle Avel-Dro, il est proposé d'autoriser huit utilisations annuelles pour l'école primaire et quatre pour le collège Henri Le Moal, sous réserve des disponibilités de l'équipement.

**Le Conseil municipal, après avoir entendu l'exposé du rapporteur et en avoir délibéré, à l'unanimité :**

- **Approuve** ces versements
- **Dit** que les crédits sont inscrits au budget

#### **09) CCHPB Fonds de concours Assainissement rue de la Garenne**

**DCM 2020-7-07**

**[7.8]**

#### **Rapporteur : M. Jean Claude MARLE, Adjoint aux travaux**

Le rapporteur expose que la CCHPB a fait parvenir à la commune une demande de fonds de concours pour l'extension du réseau d'assainissement collectif rue de la Garenne à Plozévet, travaux réalisés en 2018.

Le montage financier est le suivant :

Dépenses : 28 648,17 €

Dont coût des travaux :

27 624,73 €

Dont contrôle de réception :

1 023,44 €

Recettes : 16 200,00 €

Participation pour le raccordement à l'égout :

5 000,00 €

Subventions perçues :

11 200,00 €

Coût net de l'opération :

12 448,17 €

Fonds de concours :

6 224,09 €

Le rapporteur rappelle le principe en matière de participation pour les travaux d'extension de réseau d'assainissement collectif : la communauté de communes supporte les coûts et la commune verse un fond de concours équivalent à la moitié de l'opération, soit en l'occurrence 6 224,09 €.

**Le Conseil municipal, après avoir entendu l'exposé du rapporteur et en avoir délibéré, à l'unanimité :**

- **Approuve** ce versement
- **Dit** que les crédits sont inscrits au budget



## 10) Commune de Plozévet – Budget Principal – Mise en non-valeur

DCM 2020-7-08

[7.10]

**Rapporteur : Mme Karine MOURRAIN 5<sup>eme</sup> adjointe**

Le rapporteur expose la demande de la Trésorerie de Pont L'abbé d'une admission en non-valeur de titres de recettes. Elle explique qu'il s'agit, pour la commune, de frais de restauration à charge d'une personne dont le dossier de surendettement a été validé par la commission compétente du Morbihan.

La somme est de 58,25 €.

**Le Conseil municipal, après avoir entendu l'exposé du rapporteur et en avoir délibéré, à l'unanimité :**

- **Approuve** cette mise en non valeur
- **Autorise** le Maire à procéder aux écritures comptables afférentes.

## 11) Changement du titulaire de la licence d'organisateur de spectacle

DCM 2020-7-00

**Rapporteur(s) : M. Paul CORNEC, Adjoint aux affaires culturelles.**

Le rapporteur expose que la loi n° 99-198 du 18 mars 1999 portant modification de l'ordonnance n° 45-2339 du 13 octobre 1945 relative aux spectacles, complétée par le décret n° 2 000-609 du 29 juin 2000, la circulaire du 13 juillet 2000 et l'arrêté du 20 décembre 2012, réglementent la profession d'entrepreneur de spectacles.

Tout entrepreneur de spectacles vivants doit être titulaire d'une autorisation d'exercer la profession. Le spectacle vivant est défini par la présence physique d'au moins un artiste du spectacle percevant une rémunération lors de la représentation en public d'une œuvre de l'esprit.

La licence peut se définir comme étant une autorisation professionnelle qui a pour but de professionnaliser le secteur très varié du spectacle vivant en demandant à tout candidat d'offrir des garanties à la fois administratives et juridiques. Elle permet, par ailleurs, le contrôle du régime de protection sociale des artistes qui sont en situation de salariés vis-à-vis de leur employeur, l'entrepreneur de spectacles. La délivrance et le renouvellement de la licence permettent de vérifier la régularité de la situation de l'entrepreneur de spectacles au regard de ses obligations sociales et réglementaires.

Dans ce cadre, trois métiers sont soumis à la réglementation et nécessitent la possession de licence, y compris pour les collectivités locales :

- la licence 1<sup>ère</sup> catégorie est accordée à tout exploitant de lieux de spectacles aménagés pour les représentations publiques, tels que les salles polyvalentes, les salles traditionnelles ou les locaux temporairement aménagés comme lieux de spectacles, places publiques, etc. L'entrepreneur doit être propriétaire, locataire ou titulaire d'un titre d'occupation du lieu qui fait l'objet de l'exploitation. Il doit, en outre, avoir suivi un stage de formation à la sécurité des spectacles ou justifier de la présence d'une personne qualifiée.

A ce titre, la commune de Plozévet détient une licence de 1<sup>ère</sup> catégorie pour la salle Avel-Dro.

La licence d'entrepreneur de spectacles est attachée à une entreprise déterminée. Lorsque l'activité d'entrepreneur de spectacles est exercée par une personne morale, comme une collectivité locale, elle est attribuée **au représentant légal mandaté** par celle-ci.

Il est proposé de désigner M. Gilles KEREZEON, en lieu et place de M. Pierre PLOUZENNEC

**Le Conseil municipal, après avoir entendu l'exposé du rapporteur et en avoir délibéré, à l'unanimité :**

- **Approuve** cette mutation de titulaire.

## 12) Mutualisation des moyens : mise à jour de la tarification de la communauté de communes du Haut Pays Bigouden

DCM 2020-7-09

[7.10]

**Rapporteur : M. Jean Claude MARLE, adjoint aux travaux**

Le rapporteur indique que suite aux délibérations en date 13 mars 2020, relatives à la convention de prêt ou de location de matériel et véhicule entre la Communauté et les communes du Haut Pays Bigouden., et celle adoptant les tarifs voirie et de prestations mutualisées, sur proposition de Philippe STEPHAN, Vice-Président délégué, le Conseil Communautaire, a approuvé, à l'unanimité, les tarifs suivants, à compter du 1<sup>er</sup> novembre 2020 :

	Unité	Montant (€ TTC)	Base du tarif
<b>Engins / véhicules - coûts hors personnel</b>			
Véhicule utilitaire (type Jumper)	1/2 journée	20,00 €	<i>Loueur professionnel : 20€ par 1/2 journée</i>
Fourgon (type Master)	1/2 journée	25,00 €	<i>Loueur professionnel : 25 € par 1/2 journée. Loueur professionnel : 30 à 35 € par 1/2 journée</i>
Camion-benne 3,5T	1/2 journée	25,00 €	<i>Loueur professionnel : 50 €/jour, 100 km</i>
Camion-benne > 3,5 T - avec ou sans grue auxiliaire	heure	25,00 €	<i>Grue auxiliaire</i>
Chargeur tractopelle	heure	25,00 €	<i>Loueur professionnel : 200 €/jour sans chauffeur, soit 25€/h</i>
PAT	heure	53,00 €	<i>Tarif historique</i>
Gravillonneur	heure	34,00 €	<i>Tarif historique</i>
Cylindre (rouleau vibrant, avec remorque)	heure	15,00 €	<i>Loueur professionnel : 120 €/jour avec remorque, soit 15 €/h</i>
Machine à peinture + solvant	1/2 journée	150,00 €	<i>Tarif historique</i>
Tondeuse autoportée	1/2 journée	65,00 €	<i>Inférieur à base tarif loueur professionnel</i>
Nettoyeur HP (type Karcher) sur remorque + eau	1/2 journée	50,00 €	<i>Loueur professionnel : environ 100 €/jour</i>
Tracteur/microtracteur + épareuse ou broyeur ou chargeur	heure	25,00 €	<i>Loueur professionnel : environ 30 €/jour</i>
Broyeur de branches	heure	20,00 €	<i>Loueur professionnel : environ 25 €/heure</i>
Débrousailluse autoportée	heure	15,00 €	<i>Loueur professionnel : environ 17 €/heure</i>
Chargeur télescopique	½ journée	50,00 €	<i>Loueur professionnel : environ 100 €/jour</i>
Remorque plateau (nécessite permis EB)	1/2 journée	30,00 €	
Bétonnière thermique	journée	40,00 €	<i>Loueur professionnel : environ 50 €/jour</i>
<b>Prestations forfaitaires</b>			
Buses - fourniture et pose	ml	60,00 €	<i>Tarif historique (voté par CCHPB + communes)</i>

Matériaux de voirie			
Gravillons	Tonne	15,50 €	Tarif historique
Enrobé à froid	Tonne	82,00 €	Tarif historique
Emulsion de bitume	Tonne	330,00 €	Tarif historique
Consommables			
Peinture routière	kilo	3,00 €	Coût réel

Cette liste intègre notamment les prestations du service environnement, et précise les prestations de marquage au sol. Il convient de rappeler que les prestations, emprunts et location doivent s'inscrire dans la continuité de la convention de prêt précédemment adoptée. Aussi, les emprunts et locations prévoient :

- Une démarche préalable de prise de rendez-vous et état des lieux formalisé,
- Détails des conditions d'utilisation, compétences de l'utilisateur, formations, permis, habilitations, autorisations ...,
- Assurances,
- Conditions de retours par mise à jour du formulaire d'état des lieux initial.

La collectivité propriétaire de l'équipement conserve la possibilité de refuser son prêt ou sa location, en fonction notamment de la disponibilité de l'équipement, de sa sensibilité, ...

La mise à disposition est considérée comme un prêt en l'absence de tarifs votés par les collectivités, comme une location dans le cas contraire.

En cas de location, un accord écrit, ainsi qu'un devis signé de la part des deux parties est recommandé, nécessaire si l'opération consiste en une prestation sur plusieurs jours de travaux consécutifs.

En cas de mise à jour de la prestation, sauf urgence, un accord écrit entre les deux parties est recommandé. Si l'équipement est rendu abîmé, défectueux ou en panne, la remise en état incombera à la collectivité utilisatrice.

Les communes sont également invitées à délibérer sur la mise à jour des tarifications de leurs prestations de façon identique à la tarification de la Communauté de Communes, ces tarifs étant communs aux 11 collectivités.

**Le Conseil municipal, après avoir entendu l'exposé du rapporteur et en avoir délibéré, à l'unanimité :**

- **Approuve** ces tarifs lors de mise à disposition de matériel communal aux profit de ses homologues de la communauté de Communes, comme à cette dernière.

### 13) Information de l'assemblée : rapports 2019 assainissement/eau/défense, incendie et bornes de puisage/déchets de la communauté de commune du Haut Pays Bigouden

DCM 2020-7-10

[7.2]

**Rapporteur : M. Jean Claude MARLE, adjoint aux Travaux, Vice-Président CCHPB**

Le rapporteur, présente à l'assemblée délibérante, conformément aux articles L. 2224-5 et D. 2224-1 du Code Général des Collectivités Territoriales, les rapports annuels 2019 sur le prix et la qualité du service public de l'assainissement collectif et non collectif, ainsi que celui de l'eau, de la défense incendie et bornes de puisage, et enfin déchets.

Il en explique les différents points importants Ce document est consultable par tous les conseillers conformément à l'article L5211-39 du Code Général des Collectivités Territoriales.

Ils sont disponibles avec le dossier dématérialisé du conseil et disponibles en Mairie :

**Le Conseil municipal, après avoir entendu l'exposé du rapporteur et en avoir délibéré :**

- **Prend acte** des rapports précités

#### 14) Information de l'assemblée sur les marchés et actes passés par le Maire en délégation du conseil municipal

DCM 2020-7-11

[1.1]

##### Rapporteur : Monsieur Le Maire

Monsieur Le maire dispose dans le cadre de délégations qui lui ont été accordées par délibérations du 26 mai 2020 (DCM 2020-3-01) et du 9 octobre 2020 (DCM 2020-6-09) du 9 la possibilité d'engager la commune.

En application de l'article L 2122-23 le Maire rend compte au conseil municipal des décisions prises dans ce cadre. Ainsi, le conseil municipal est informé que Monsieur le Maire a conduit depuis la dernière information du conseil plusieurs procédures et démarches.

- Prestations supplémentaires plans, coupes, épure de giration et chiffrage variante Aménagement du bourg avec la Société A3 paysage pour 4 060 € HT
- Acquisition de deux ordinateurs portables auprès de la société Egit Pro pour 1 481,34 HT.

##### **Le Conseil municipal, après avoir entendu l'exposé du rapporteur et en avoir délibéré :**

- **Prend acte** de ces informations

##### **Questions orales**

M. Jean Bernard YANNIC : Où en êtes-vous de l'audit sur les comptes de la commune ?

Réponse de Monsieur le Maire : les devis sont en cours, le Maire attendait l'habilitation du conseil pour les signer.

M. Jean Bernard YANNIC : Situation de Mme LAUTREDOU et conséquences sur les finances de la commune

Réponse de Monsieur le Maire : Mme LAUTREDOU conserve en l'état ses avantages et rémunération. Le coût pour la commune est celui de son remplacement par M. CUEFF mis à disposition du CDG. Le Maire ne doute pas qu'avec ses compétences, Mme LAUTREDOU trouvera rapidement un nouveau poste.

Mme Marie Christine CAMENEN : Qui sont les élus communaux qui siègent dans quelles commissions de la CCHPB, et est-ce que les conseillers municipaux peuvent y assister à titre consultatif ?

Réponse de Monsieur le Maire : La réponse est positive aux deux questions et Mme CAMENEN peut se tourner vers la directrice de la CCHPB pour obtenir ces informations.

---

Vu pour affichage  
Le Maire Gilles KEREZON

